

## LE MAROC ET NEUF PAYS SE RETIRENT DU SOMMET AFRO-ARABE

# Le front des monarchies

**Le coup de théâtre opéré par le Maroc et huit autres pays des monarchies du Golfe qui se sont retirés du 4<sup>e</sup> Sommet afro-arabe pour protester contre la présence d'une délégation sahraouie n'aura finalement réussi qu'à dévoiler les véritables intentions des Marocains à l'égard de l'Union africaine qu'ils tentent depuis plusieurs mois de rejoindre.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir) -** Retour sur les faits : il y a trois jours, la presse marocaine annonçait que les autorités de son pays avaient pris la décision de ne pas prendre part aux travaux du 4<sup>e</sup> Sommet afro-arabe dont le déroulement est prévu pour mercredi et jeudi en Guinée équatoriale. Mardi, l'information est officiellement confirmée en fin de journée par le ministère des Affaires étrangères. Un communiqué annonce, en effet, que «le Maroc ne participera pas à un sommet d'Etats arabes et africains en présence du Front Polisario car celui-ci n'est pas membre de la Ligue arabe et n'est pas reconnu par plusieurs pays africains». Au même moment, des rumeurs savamment distillées laissaient aussi entendre que cette décision est partagée par plusieurs pays, majoritairement issus des monarchies du Golfe. L'information se confirmait hier encore : l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Emirats arabes unis, le Koweït, Bahreïn, Oman, la Jordanie, le Yémen (dont le gouvernement siège à... Riyadh) et la Somalie annoncent, à leur tour, leur retrait du Sommet. Six de ces pays font tous partie du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui avait réitéré son soutien au Maroc sur la question du Sahara occidental, il y a moins d'une année. Le retrait qu'ils opèrent n'est rien de moins qu'un geste de solidarité avec la monarchie marocaine. Leur soutien en faveur de la marocanité du Sahara occidental n'est pas nouveau. Il a été exprimé maintes fois dans des déclarations politiques et à travers des soutiens économiques comme ce fut notamment le cas au cours de l'année précédente pour l'Arabie Saoudite laquelle a mis la main à la poche pour la mise en œuvre de projets de développement dans des zones occupées comme Dakhla. Cette fois, cependant, ces pays accompagnent le Maroc dans une entreprise périlleuse.

La présence d'une délégation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) au Sommet afro-arabe s'est effectuée sur insistance de l'Union africaine (UA), une organisation à laquelle tente d'adhérer, coûte que coûte, les Marocains depuis de longs mois déjà. Une première, doit-on préciser, car la RASD n'avait encore jamais pris part aux dernières réunions de ce sommet, ni émis le vœu de le faire, pour éviter volontairement de mettre dans la gêne l'organisation africaine. Cette fois,



Le Sommet verra la présence de la RASD, pour la première fois.

cependant, la décision est venue de cette même Union africaine qui aurait, selon certains médias étrangers, inséré la liste d'une délégation du Front Polisario parmi les participants en insistant pour que sa présence au Sommet soit effective. Les raisons de cette insistance ne sont pas évoquées. L'UA a-t-elle décidé d'entamer une manœuvre pour tester le prétendant marocain ? L'hypothèse est plausible. La demande d'adhésion formulée par Mohammed VI a été reçue avec de très grandes appréhensions de la part des responsables de l'UA qui sont allés jusqu'à créer une commission, composée de dix pays africains, pour étudier la demande marocaine. La raison ? L'incompréhension et les doutes qui ont accompagné cette demande surprenante d'un pays qui a toujours refusé de siéger au sein de cette même structure en raison de la présence de la RASD. Une adhésion à l'UA, après le retrait spectaculaire de ce pays sur instruction de Hassan II qui déplorait d'avoir à siéger auprès de «joueurs de tam-tam» aurait pourtant signifié une volte-face spectaculaire et l'amorce d'une nouvelle ère dans la résolution du plus vieux conflit de décolonisation au monde.

La réponse à l'enquête ouverte par l'UA est donc toute trouvée aujourd'hui. Elle a été fournie par Mohammed VI lui-même que beaucoup d'observateurs étrangers ont tendance à qualifier de trop intempêtif. Une réponse qui confirme aussi les appréhensions et les doutes émis par plusieurs pays membres de l'UA dont l'Algérie qui y voyaient une tentative de phagocytiser l'organisation et compromettre l'entente africaine.

Le quotidien *El-Moudjahid* a d'ailleurs consacré, en début du mois, un éditorial au sujet laissant entendre que l'adhésion du Maroc à l'Union africaine allait «accentuer les divisions entre les pays africains (...) et poser la question de la crédibilité de cette instance». *El-Moudjahid* ajoutait que «cette demande d'adhésion est loin d'être

une simple opération arithmétique (...) les choses ne sont pas aussi simples qu'il y paraît». En cas d'adhésion du Maroc à l'UA, «il faudra revoir jusqu'aux principes fondamentaux qui régissent cette instance et notamment au principe du respect des frontières existant au moment de l'accession de l'indépendance». En référence aux discours de bonne volonté récemment prononcés par Mohammed VI à Dakar puis à Marrakech (conférence de la COP22), le quotidien gouvernemental conclut qu'il ne s'agissait là que d'une «vaste campagne de propagande destinée à restaurer son image de marque gravement altérée depuis son occupation du Sahara et son refus d'appliquer les décisions de la communauté internationale».

Les événements n'ont malheureusement pas tardé à confirmer ces propos. Le retrait du Maroc et des pays qui le soutiennent en raison de la présence d'une délégation de la RASD au Sommet afro-arabe confirme que la demande d'adhésion à l'UA n'était qu'une manœuvre de plus.

Si l'Algérie s'est largement exprimée sur le sujet, on s'interroge cependant sur sa réaction à l'égard de certains pays du Golfe avec lesquels elle intensifie ses relations depuis un certains temps.

La solidarité exprimée par les Emirats arabes unis avec le Maroc à la veille du Sommet afro-arabe est un événement survenu alors même que l'Algérie déroulait le tapis rouge à un haut responsable émirati en visite (ce mercredi) dans le pays. Idem pour l'Arabie Saoudite, pays où le Premier ministre algérien a été royalement reçu la semaine dernière.

Le 4<sup>e</sup> Sommet afro-arabe s'est, quant à lui, ouvert hier en Guinée équatoriale avec la participation de plus de 50 pays, dont l'Algérie, précisait l'agence gouvernementale APS hier. L'Égypte, la Tunisie, le Liban et la Mauritanie figurent également parmi les participants.

A. C.

## CE MONDE QUI BOUGE

### France, la victoire de François

### Fillon rebat les cartes

Nicolas Sarkozy vient à peine d'être viré de la scène politique française qu'il est déjà enterré. Oublié. Et, sans attendre que le vaisseau Sarkozy ne sombre dans les abîmes, ses fidèles soutiens, ceux qui croyaient dur comme fer en son retour sur le devant de la scène – François Baroin à qui Sarkozy avait promis le poste de Premier ministre, Eric Ciotti, Laurent Wauquiez, Brice Hortefeux, Rachida Dati... – se



Par Hassane Zerrouky  
hzerrouky@hotmail.com

sont bousculés en masse, avec armes et bagages, pour prendre place dans le navire de François Fillon. Oubliés les propos sarcastiques contre celui que ces mêmes soutiens de Sarkozy, vent debout, traitaient entre autres, il y a peu, de «bonnet de nuit». Les voilà tous derrière Fillon à qui ils trouvent des qualités de présidentiable qu'ils lui déniaient auparavant.

C'est que la victoire inattendue de François Fillon a rebattu les cartes de la présidentielle de mai 2017. D'abord au sein de son propre camp. Nicolas Sarkozy, qui avait la haute main sur son parti Les Républicains, verrouillant comme jamais l'appareil du parti en plaçant ses fidèles aux postes clés au double plan national et surtout régional, se dotant ainsi de moyens bien supérieurs à ceux de ses adversaires de droite, Alain Juppé et François Fillon notamment, n'était-il pas assuré d'une victoire tranquille ? En deuxième lieu, la victoire de Fillon a, certes, pris de court la gauche socialiste, qui pariait sur Sarkozy en qui elle voyait un adversaire plus facile à battre en raison des casseroles qu'il traîne derrière lui comme l'argent libyen. Mais paradoxalement, la probable candidature de Fillon, s'il sortait vainqueur de la finale de la primaire de droite qui l'opposera dimanche prochain à Alain Juppé, a redonné espoir aux socialistes, voire, pourquoi pas, à François Hollande. Et ce, parce que Fillon est porteur du projet le plus ultra-droitier sur le plan socio-économique et le plus socialement conservateur et réactionnaire sur le plan sociétal depuis plus de 50 ans.

Tel n'est pas le cas du Front national et de Marine Le Pen, qui se préparaient à affronter tranquillement Sarkozy, et qui doivent revoir leur stratégie face à un François Fillon au projet de société très conservateur. Autres candidats ne s'attendant pas à cette victoire surprise du «bonnet de nuit», Emmanuel Macron, parti à la conquête présidentielle en pariant sur une hypothétique troisième voie entre le social-libéralisme et le libéralisme tout court et Jean-Luc Mélenchon, qui serait bien avisé de ne pas traiter par-dessus la jambe la candidature de Fillon au vu de ses positions réactionnaires.

A moins d'un miracle, on ne voit pas comment Alain Juppé, pour qui penche une certaine gauche, peut renverser la vapeur d'ici dimanche et l'emporter face à François Fillon, qui part favori. Porté par la dynamique écrasante du premier tour (44,1% de voix), il va bénéficier certainement de tout ou presque des voix obtenues par Sarkozy (20,1%) qui a appelé à voter pour lui, face à un Alain Juppé, accusé d'être moins radical sur la question identitaire ou de l'immigration, qui n'a obtenu que 28,5% de voix.

Mais ce n'est pas tout. Avec François Fillon, si ce dernier remportait l'élection présidentielle de 2017, la révolution conservatrice, qui a débuté sous la présidence de Nicolas Sarkozy, et qui a été un moment donnée stoppée, pensait-on alors, par l'élection de Hollande, avant que ce dernier ne la remette sur les rails par la mise en œuvre d'une véritable politique de casse sociale que les communistes et Jean-Luc Mélenchon n'ont cessé de dénoncer, et qui sera portée par les noyaux durs de la droite française, va s'accélérer avec plus d'intensité et de brutalité, à la manière de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne dans les années 1970.

Terminons par les médias et les instituts de sondage qui se sont quelque peu plantés en pronostiquant Alain Juppé en tête de la primaire de droite, Sarkozy et Fillon au coude-à-coude avec un léger avantage à l'ex-chef de l'Etat français. Et ce, même si certains de ces instituts ont pris en compte ce qui est communément désigné comme des «signaux faibles» de l'opinion, à savoir Facebook et Twitter, afin d'affiner leurs pronostics. Or, les réseaux sociaux que d'aucuns pensaient être en avance sur les instituts de sondage classique se sont avérés peu fiables. Leur lecture analytique par de nombreux spécialistes donnait Sarkozy... largement gagnant à l'issue du premier tour ! Comme quoi, être suivi par des centaines de milliers de «followers» sur Twitter et Facebook n'est pas synonyme de gage de crédibilité politique et de victoire assurée d'avance comme s'en vantait Sarkozy.

H. Z.